



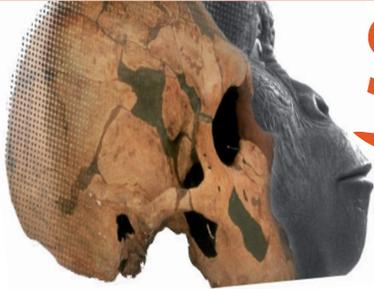
**Universités & Ecoles à
consulter pour la
rentrée 2016-2017.** P.24



**Compte rendu du
Conseil des ministres
de ce mercredi 14
septembre 2016**

P.4

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°149 du vendredi 16 septembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Jobs Campus. P.9.

REGION DU NORD

Ouahigouya : retour sur la résistance contre le putsch de septembre 2015

P.2



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Ouahigouya : retour sur la résistance contre le putsch de septembre 2015

La nouvelle est accablante cet après-midi du mercredi 16 septembre 2015. Des éléments de l'ex. Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) ont en effet fait irruption dans la salle du conseil de ministres et ont pris en otage le Président de la Transition Michel Kafando, le Premier Ministre Yacouba Isaac Zida et deux ministres, Augustin Loada et René Bagoro. Ce qui a semblé être à une revendication corporatiste va se préciser au matin du jeudi 17 septembre 2015. Les institutions de la transition mise en place au lendemain de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 venaient d'être dissoutes à moins d'un mois des

Présidentielle (RSP). Retour sur cette actualité majeure de l'année 2015 dans la ville de Ouahigouya.

A l'appel de l'Unité d'Action Syndicale (UAS), des Organisations de la Société Civile ainsi que des parties et formations politiques, la place de la nation Ouahigouya est prise d'assaut par les manifestants dès l'après-midi du jeudi 17 septembre 2015. Un premier regroupement test ayant eu pour

d'honneur à la participation des femmes. Leur participation aura été des plus remarquables. Armées de spatules, de balais, de casseroles, etc. elles ont été toujours nombreuses lors des différentes marches-meeting



Marche des femmes organisée le 18 septembre 2015 à Ouahigouya



Vue partielle des manifestants lors de la marche du 20 septembre 2015

élections couplées, présidentielle et législative par le Conseil National de la Démocratie. Le Général Gibert Diendéré est porté à la tête du pays. S'en est suivi alors une résistance active à travers les villes et villages du pays. La cité de Naba Kango, Ouahigouya, n'a pas été en reste de cette résistance que le peuple Burkinabè dans son ensemble a opposé au putsch du Général Gilbert Diendéré et des éléments de l'ex. Régiment de Sécurité

objectif de mobiliser les troupes pour faire échec, à tout prix, à l'imposture du Régiment de Sécurité Présidentielle. C'est le début de la résistance citoyenne contre le putsch du Général Gilbert Diendéré à Ouahigouya. Ainsi, jour après jour, c'est une place de la nation, rebaptisée pour l'occasion place de la résistance, qui aura servi de lieu de rassemblement pour les marches-meeting. Une résistance qui n'aura pas faibli, surtout pas avant la restauration des institutions de la république et le retour triomphal des Forces de Défenses et de Sécurité partis, entre temps à Ouagadougou, mettre fin à l'imposture du CND, aux côtés de leurs frères d'armes de l'armée régulière venus également de l'intérieur du pays.

organisées pour l'occasion. Du reste, elles ont été de ceux-là qui ont exercé cette pression morale déterminante dans la décision de l'armée régulière à se mettre du côté du peuple.

L'autre enseignement que l'on pourrait tirer de cette résistance citoyenne des Burkinabè face à l'imposture du Général Gilbert Diendéré c'est le refus de voir encore l'armée, en dehors des casernes, exerçant des fonctions civiles. L'accueil triomphal réservé aux Forces de Défenses et de Sécurité, à Ouahigouya et dans les autres villes à travers le pays, après leur mission libératrice en dit long sur cette volonté du peuple burkinabè, dans sa grande majorité, de voir son armée se consacrer uniquement à sa fonction première qu'est la défense de l'intégrité et la sécurité du territoire national.

Quid de la mobilisation ? Elle aura été simplement exceptionnelle du point de vue de la participation et de l'engagement avec un point

SIB pour SC Info



Fête de la Tabaski à Diébougou : L'Homogénéité Sociale au Cœur de la célébration

La fête de l'Aid El Kébir a été célébrée le 12 Septembre 2016 à Diébougou au Stade Jean Baptiste Ouattara sous la haute surveillance des forces de sécurités. En présence de Madame le Haut –commissaire de la Province Aminata Tarnagda, du représentant du Maire de la commune, Kambou Terpouo, du Secrétaire Général de la Province Saïdou Sakira, du représentant du Préfet, de Monseigneur Kursiélé Der Raphaël Dabiré, évêque du Diocèse de Diébougou, du Chef de Terre Ouattara Félix. On note aussi la présence, du représentant de la communauté Protestante et des Autorités militaires et Para- militaires. L'Iman Cissé Massaoud a prêché sous le thème de la paix et de la cohésion sociale.

Ce sont de fidèles musulmans enthousiasmés qui ne se sont pas fait prier ce 12 Septembre 2016 au Stade Jean Baptiste Ouattara et pour cause, célébrer la fête de sacrifice du mouton. Huit heures trente minutes, c'est le début de la célébration. L'Iman El Adj Cissé Massaoud préside la prière de la Tabaski. Prière et invocation se sont là les rituelles de la cérémonie. Sous l'assistance des autorités de la Province et les différentes confessions religieuses et coutumières, l'Iman Cissé a prêché sous le thème de la paix et l'union sociale. Selon L'Iman

Cissé, cette célébration témoigne de la fidélité de l'homme à Dieu créateur et de la reconnaissance du sacrifice d'Abraham. Pour perpétuer le sacrifice du mouton d'Abraham à son créateur, nous célébrons ce grand jour qui est aussi important a ajouté l'Iman. C'est une louange à « Alhah », Dieu et à Abraham d'avoir accompli le sacrifice du mouton pour nous préserver. Les musulmans pleins de foi doivent suivre l'exemple et perpétuer l'acte d'Abraham a laissé entendre El Adj Ouattara Inoussa Président de la communauté musulmane de la Bougouriba. Son souhait que cette fête se passe bien dans sa province et au Burkina Faso.

La présence des autorités Administratives et les confessions religieuses et



coutumières ce jour bénit est la preuve d'une cohésion sociale et religieuse dans la recherche de la paix pour le développement. Nous prions Dieu et continuons à le prier pour cette cohésion sociale et ses bonnes idées base de développement d'un pays Le Haut –commissaire de la

Bougouriba Aminata Tarnagda dans son mot a remercié les confessions religieuses pour cette cohésion, cette entente. Leur présence en ce lieu de prière montre une fois de plus l'union dans la fraternité, la communion dans l'esprit et la vision commune : la Paix et le Développement a-t-elle ajouté.

Pour l'évêque du Diocèse de Diébougou Monseigneur Kursiélé Der Raphaël Dabiré les différentes communautés de foi se doivent l'assistance. L'union fraternelle dans la recherche de la paix témoigne notre présence au côté de nos frères musulmans. Il souhaite à tous les musulmans une excellente journée de Tabaski.

Du côté du Chef de Terre de Diébougou Ouattara Félix, les communautés doivent se soutenir car nous gérons le même peuple

et nous prions pour un seul Dieu. Cette cérémonie s'est achevée par le souhait de vœux de Santé, d'entente et de cohésion dans toute la

Bougouriba par Madame le Haut –commissaire Aminata Tarnagda

Frederick Pooda pour SCI



Compte rendu du Conseil des ministres de ce mercredi 14 septembre 2016

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 14 septembre 2016, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 13 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Le Conseil a adopté trois (03) rapports.

Le premier est relatif à un projet de loi portant ratification de l'Accord révisé de Bangui instituant l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle, adopté le 14 décembre 2015, à Bamako au Mali.

La ratification de cet Accord vise la mise en conformité de la législation de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) avec les conventions internationales consacrées à la propriété intellectuelle.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet

de loi à l'Assemblée nationale.

Le deuxième est relatif à un projet de loi portant autorisation de ratification de la Convention sur la répression des actes illicites, dirigés contre l'aviation civile internationale et le Protocole additionnel à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, adoptés à Beijing le 10 septembre 2010.

Cette Convention vise à empêcher au maximum que des actes illicites soient commis ou restent impunis.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le troisième rapport porte autorisation de ratification de la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, adoptée par le conseil de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) le 26 juin 1999 à Bruxelles.

Ce projet de loi vise à favoriser le développement du commerce international par une harmonisation des régimes douaniers utilisés par les divers acteurs.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Le Conseil a adopté trois (03) décrets.

Le premier porte nomination

de Greffiers en chef, Chefs de greffes de Cours d'appel.

Le deuxième décret porte nomination de Greffiers en chef, Chefs de greffes de juridictions. Le troisième décret porte nomination de Greffiers en chef.

L'adoption de ces décrets permet la nomination de Greffiers en chef, Chefs de greffes et de Greffiers en chef.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté les résultats de l'appel d'offres n°2015-011/PM/SG/MOAD/PRM du 06/08/2015 relatif aux travaux de construction de 39 kilomètres de routes en terre dans la zone de Donsin.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché au Groupement d'entreprise GECAUMINE/GERBATP pour un montant de un milliard deux cent soixante-neuf millions cent quatre-vingt mille quatre-vingt-treize (1 269 180 093) francs CFA (TTC), avec un délai d'exécution de huit (08) mois y compris la saison des pluies.

Le financement est assuré par l'Agence internationale de développement (AID).

II. COMMUNICATION ORALE

II.1. Le ministre de l'économie, des finances et du développement a présenté en première lecture au Conseil, l'avant-projet de loi de finances



2017.

Le Conseil a fait des observations et donné des orientations pour la finalisation dudit avant-projet de loi avant son adoption en Conseil des ministres.

III. NOMINATIONS

II.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

1. A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

- Monsieur Alain Francis Gustave ILBOUDO, Mle 19 270 R, Ministre plénipotentiaire, 3ème classe, 5ème échelon, est nommé Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la République française, Délégué permanent auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et représentant personnel du Président du Faso auprès de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ;

- Madame Joséphine O U E D R A O G O / GUISSOU, Sociologue, est nommée Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la République italienne ;

- Madame Jacqueline Marie ZABA/NIKIEMA, Mle 29 316, Ministre plénipotentiaire, 2ème classe, 1er échelon, est nommée Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire auprès du Royaume de Belgique, Représentant permanent

auprès de l'Union européenne ;

- Monsieur Dieudonné KERE, Mle 17 331, Ministre plénipotentiaire, 1ère classe, 12ème échelon, est nommé Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la République d'Autriche ;

- Monsieur Seydou KABORE, Economiste, est nommé Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire auprès des Etats Unis d'Amérique.

1. B. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES DE BURKINABE DE L'EXTERIEUR

- Monsieur Mathieu BONKOUNGOU, Mle 0019 265 E, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, 3ème classe, 5ème échelon, est nommé Conseiller de presse à l'Ambassade du Burkina Faso en Suisse ;

- Monsieur Moussa OUATTARA, Mle 41 649 T, Professeur certifié des lycées et collèges, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Conseiller culturel près l'Ambassade du Burkina Faso au Ghana.

1. C. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

- Madame Sanata TOE, Mle 98 450 B, est nommée Greffier en chef de la Cour d'appel de Ouagadougou ;

- Monsieur Adama

KISSANA, Mle 97 448 N, est nommé Greffier en chef de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso ;

- Monsieur Wendpanga Jonathan 2ème jumeau BONKOUNGOU, Mle 97 576 T, est nommé Greffier en chef du Tribunal de grande instance de Ouagadougou ;

- Madame Madeleine TAMINI/ILBOUDO, Mle 22 526 V, est nommée Greffier en chef du Tribunal de grande instance de Bobo-Dioulasso ;

- Monsieur Nonganaba Aimé NASSA, Mle 57 304 Y, est nommé Greffier en chef du tribunal de grande instance de Ziniaré, cumulativement Greffier en chef du Tribunal administratif ;

- Monsieur Célestin ZOUNGRANA, Mle 119 249 Y, est nommé Greffier en chef du Tribunal de grande instance de Boromo, cumulativement Greffier en chef du Tribunal administratif ;

- Monsieur Issaka OUEDRAOGO, Mle 119 241 G, est nommé Greffier en chef du Tribunal de Grande instance de Dori, cumulativement Greffier en chef du Tribunal administratif ;

- Monsieur Bawelpour Constant SOME, Mle 119 246 K, est nommé Greffier en chef du Tribunal de Grande instance de Dédougou, cumulativement Greffier en chef du Tribunal administratif ;

- Monsieur Layé



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Georges TAO, Mle 105 412 N, est nommé Greffier en chef du Tribunal de Grande instance de Orodara, cumulativement Greffier en chef du Tribunal administratif ;

- Monsieur Bobodo Pascal KABORE, Mle 97 569 V, est nommé Greffier en chef du Tribunal de Grande instance de Bogandé, cumulativement Greffier en chef du Tribunal administratif ;

- Monsieur Gilbert DIBGOALINGA, Mle 97 594 Y, est nommé Greffier en chef du Tribunal de Grande instance de Koupéla, cumulativement Greffier en chef du Tribunal administratif ;

- Madame Sambo Rasimata SANKARA, Mle 119 244 R, est nommée Greffier en chef du Tribunal d'instance de Ouagadougou ;

- Monsieur Salif NIAMPA, Mle 238 078 T, est nommé Greffier en chef du Tribunal de grande instance de Gaoua, cumulativement Greffier en chef du Tribunal administratif ;

- Monsieur Christophe ILBOUDO, Mle 119 238 L, est nommé Greffier en chef du Tribunal pour enfants de Ouagadougou ;

- Monsieur Lucien NIKIEMA, Mle 28 079 M, est nommé Greffier en chef du Tribunal de commerce de Ouagadougou ;

- Monsieur Brahim ZERBA, Mle 97 541 J, est nommé Greffier en chef du Tribunal de commerce de Bobo-Dioulasso ;

- Monsieur Kassoum KONDE, Mle 119 240 Z, est nommé Greffier en chef du Tribunal administratif de Bobo-Dioulasso ;

- Madame Wendmanégré Emilie ZOMBRE, Mle 104 434 N, est nommée Greffier en chef du Tribunal du travail de Bobo-

Dioulasso ;

- Madame Suzanne OUEDRAOGO/ZERBO, Mle 72 621 W, est nommée Greffier en chef à la Cour de cassation ;

- Monsieur San Moussa Romuald OUATTARA, Mle 28 202 U, est nommé Greffier en chef au Conseil d'Etat ;

- Monsieur Emmanuel NIKIEMA, Mle 226 338 D, est nommé Greffier en chef au Tribunal de grande instance de Ouagadougou ;

- Monsieur Kouka Moïse NANA, Mle 57 322 T, est nommé Greffier en chef au Tribunal de grande instance de Bobo-Dioulasso ;

- Monsieur Sakma SIMPORE, Mle 212 394 C, est nommé Greffier en chef au Fonds d'assistance judiciaire ;

- Monsieur Boubacar DANGO, Mle 58 542 F, est nommé Greffier en chef à la Direction générale de la Politique criminelle et du Sceau ;

- Monsieur Dofini Ta David Jean Lionel SAMA, Mle 246 709 K, est nommé Greffier en chef à la Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire ;

- Monsieur Abdoul Salam KABORE, Mle 238 078 T, est nommé Greffier en chef à la Direction générale des affaires juridiques et judiciaires ;

- Monsieur Arouna TRAORE, Mle 226 332 V, est nommé Greffier en chef à la Direction générale des Affaires juridiques et judiciaires ;

- Madame Karidja YATASSAYE, Mle 104 433 Z, est nommée Greffier en chef à la Direction des Greffes ;

- Monsieur Vincent KABORE, Mle 212 392 A, est nommé Greffier en chef à la

Direction des Greffes ;

- Monsieur Oumar BAYERE, Mle 105 402, est nommé Greffier en chef à la Direction des Greffes.

1. D. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE

- Madame Marceline TIENDREBEOGO/KABORE, Mle 17 991 V, Conseiller des affaires économiques, 3ème classe, 5ème échelon, est nommée Chargée de missions ;

- Madame Agnès KABORE/OUATTARA, Mle 23 893 M, Socio-économiste, 1ère classe, 14ème échelon, est nommée Secrétaire permanent de l'Observatoire national de la solidarité ;

- Monsieur Emile ZABSONRE, Mle 41 063 R, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur général de la promotion de la famille et du genre ;

- Madame Bernadette BONKOUNGOU/KANDOLO, Mle 23 900 W, Administrateur des affaires sociales, 2ème classe, 7ème échelon, est nommée Directrice générale de l'Institut d'éducation et de formation professionnelle (INEFPRO) ;

- Monsieur Ali Bémé KONE, Mle 47 766 D, Inspecteur d'éducation spécialisée, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Secrétaire général de l'Institut d'éducation et de formation professionnelle (INEFPRO) ;

- Madame Sylvie VALIAN/ZOUNDI, Mle 220 417 H, Conseiller d'éducation féminine, 1ère classe, 3ème échelon, est nommée Directrice de la promotion du



genre ;

- Monsieur Hamado KOANDA, Mle 41 082 Z, Inspecteur d'éducation des jeunes enfants, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur des services sociaux ;

- Monsieur Rémy KABORE, Mle 51 684 T, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur des affaires sociales ;

- Monsieur Karim ZINA, Mle 51 706 J, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de la protection de la famille.

1. E. AU TITRE DU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

- Monsieur Gilbert ILBOUDO, Mle 247 542 A, Administrateur civil, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Inspecteur technique des services.

1. F. AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME

- Madame Esther Félicité Lahagbemba NACRO/COMBARY, Mle 91 865 D, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1ère classe, 6ème échelon, est nommée Directrice des ressources humaines ;

- Monsieur Saïdou SAWADOGO, Mle 58 783 E, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur financier et comptable du Fonds de développement culturel et touristique (FDCI).

1. G. AU TITRE DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS

- Monsieur Ouigou KABORE, Mle 97 641 R, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 1er échelon,

est nommé Directeur financier et comptable au fonds national pour la promotion du sport et des loisirs ;

- Monsieur Niniotar Nordine KAMBOU, Mle 257 388 Z, Professeur d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs des Balé ;

- Monsieur Ousséni SAWADOGO, Mle 207 674 M, Professeur certifié d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs du Bam ;

- Monsieur Tiga KALMOGO, Mle 217 129 P, Professeur certifié d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs du Ganzourgou ;

- Monsieur Bêtamou BAZI, Mle 217 118 B, Professeur certifié d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs du KénéDougou ;

- Monsieur Alphonse Kayaba ZOUNGRANA, Mle 94 660 H, Professeur certifié d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs du Koulpélgo ;

- Monsieur Adama ZANGO, Mle 117 247 R, Professeur d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs du Namentenga ;

- Monsieur Denis NIKIEMA, Mle 245 826 D, Professeur certifié d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des

loisirs du Passoré ;

- Monsieur Sami Lambert Hervé KAM, Mle 98 202 T, Professeur d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs du Sanguié ;

- Monsieur Madou COULIBALY, Mle 236 370 N, Professeur certifié d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs de la Sissili ;

Monsieur Célestin KABORE, Mle 98 189 F, Professeur d'éducation physique et sportive, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial des sports et des loisirs de la Tapoa.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

1. A. PREMIER MINISTERE

Le Conseil a adopté un décret portant nomination de Monsieur Amadou SIDIBE, Mle 74 837 V, Agroéconomiste, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques au Conseil d'administration de la Société de développement intégré du Pôle de Bagré (Bagré Pôle) en remplacement de Monsieur Saga Pascal ILBOUDO.

1. B. MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Le Conseil a adopté un décret portant renouvellement du mandat de Madame Aminata DJEBRE/SANOU, Mle 59 788 Z, Conseiller en gestion des ressources humaines, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat au Conseil d'administration de la société des plastiques du Faso (FASOPLAST) pour un dernier mandat de trois (03) ans.

1. C. MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Le Conseil a adopté un décret portant nomination d'Administrateurs, renouvellement de mandat d'Administrateurs et nomination d'un Président au Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'élevage et de santé animale (ENESA).

Nomination d'administrateurs

Au titre du ministère des Ressources animales et halieutiques :

- Monsieur Joseph SAVADOGO, Mle 52 118 D, Docteur vétérinaire ;

- Monsieur Philippe GAMPENI, Mle 26 912 T, Ingénieur d'élevage.

Renouvellement de mandat d'Administrateurs pour un dernier mandat de trois (3) ans

Au titre du ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques :

- Madame Marceline NEYA/KANYALA, Mle 25 567 H, Conseiller Formateur des jeunes agriculteurs (FJA).

Au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation :

- Madame Hadja Oumou SANON, Mle 225 502 F, Chargée de recherche.

Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale :

- Madame Salimata MAIGA/DAMA, Mle 20 887 I, Conseiller en gestion des

ressources humaines.

Au titre des enseignants de l'ENESA :

- Monsieur Bernard Parfait Bazombié BASSOLE, Mle 26 715 L, Conseiller d'Elevage.

Au titre du personnel de l'ENESA :

- Monsieur Gbèzoun PODA, Mle 207 004 S, Docteur vétérinaire.

Nomination du Président du Conseil d'administration

- Monsieur Joseph SAVADOGO, Mle 52 118 D, Docteur Vétérinaire, est nommé Président du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'élevage et de la santé animale (ENESA).

1. D. MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

Le premier porte nomination des membres du Conseil d'Administration du Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Au titre du ministère de la Jeunesse de la formation et de l'insertion professionnelle :

- Monsieur Mounirou FARTA, Mle 36 501 E, Inspecteur de l'Enseignement secondaire technique.

Au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation :

- Monsieur Salam SANFO, Mle 20 388 G, Conseiller d'administration scolaire et universitaire.

Au titre du personnel du FAFPA

:

- Madame Scholastique BASSONO/SAWADOGO, Mle 0027 C, Conseiller en formation.

Le second décret porte renouvellement de mandat d'Administrateurs au Fonds d'Appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA pour un dernier mandat de trois (03) ans. Au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat :

- Madame Wendlassida KABRE/KABORE, Mle 17 302 P, Conseiller des Affaires économiques.

Au titre du Conseil national du Patronat Burkinabè :

- Madame Odette CONGO/KANYILI, Fondatrice d'établissement d'enseignement. Au titre de la Fédération nationale des artisans du Burkina Faso :

- Monsieur Souleymane SEMDE.

Au titre des Organisations syndicales des travailleurs :

- Monsieur Yamba Georges KOANDA, Technicien supérieur.

Au titre des Organisations paysannes :

- Monsieur Lancina BERTHE, Riziculteur.

Le Ministre de la Communication et

des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU



Jobs Campus

Avis de recrutement

Poste : Animateur(trice)du réseau Île-de-France (poste basé à Paris et Montreuil)

Description

Etudiants & Développement (E&D)

Etudiants et Développement accompagne et valorise les initiatives de jeunes dans la solidarité internationale et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Cet accompagnement et ce suivi se manifestent notamment par l'organisation de temps de rencontres et d'échange de pratiques entre les associations, autant de cadres de réflexion pour tous les jeunes du réseau. Ces événements sont pensés en complémentarité avec les autres structures d'accompagnement de projets jeunes.

Mission

Votre mission consiste principalement à créer du lien entre les associations jeunes engagées pour la solidarité internationale. Pour cela, une meilleure connaissance des initiatives jeunes est nécessaire afin de répondre au mieux aux envies et besoins des associations. Ceci doit ainsi mener l'animateur/trice de réseau à aller à la rencontre des associations, suivre de près leurs initiatives ainsi qu'organiser et animer des rencontres associatives pour les jeunes du réseau, au niveau régional mais

également au niveau national.

La mission proposée s'inscrit dans une dynamique initiée par les précédents volontaires, avec comme objectif de participer à une meilleure connaissance du réseau afin d'en renforcer son identité et son ancrage dans des dynamiques régionales et départementales.

Le travail avec l'ensemble des structures locales est primordial et permet d'assurer un rôle de représentation du réseau sur la région.

Ville Paris et Montreuil

Qualité du candidat

Être motivé(e), curieux(se) et dynamique

Porter un intérêt à la vie associative, l'éducation populaire et la solidarité internationale

Etre à l'aise avec un public de jeunes adultes (20-35 ans)

Avoir du temps : 28 heures/ semaines

Avoir entre 18 et 25 ans au moment de la signature du contrat

Fonctions Animation, Formation

Activités Animation, Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

8 mois

Salaire / Indemnité

Une indemnité mensuelle de 573€/mois est versée au volontaire et 100% de la carte de transport « Navigo » ou équivalent est pris en charge. Le volontaire a le droit d'exercer d'autres activités rémunérées pendant son volontariat.

Documents à envoyer

Envoyez un CV à l'adresse ci-dessous et remplissez le formulaire de candidature, au plus tard le 12 septembre 2016 à minuit.

Entretiens de motivation : de fin août à mi-septembre 2016.

Début de la mission : entre le 28 septembre et le 4 octobre 2016.

Nom de la personne contact

Lucile COSSE, Chargée de l'animation régionale et de la vie associative

Email de la personne contact lcosse@etudiantsetdeveloppement.org

Postuler en ligne https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdOp5jG-yNYL1NYBM1YUHQSTxasu6eR1uZZ9NPIw_bf7trXA/viewform?usp=send_form

Date de fin de validité
19/09/2016



Jobs Campus



Avis de recrutement

Poste : Chargé(e) de Communication et Événementiel

Accueil » Chargé(e) de Communication et Événementiel

Description

DSF est une ONG Française de solidarité internationale œuvrant dans le domaine de la santé et plus spécifiquement dans le domaine de la prise en charge de la douleur et des soins palliatifs. Le siège social de l'association, situé à l'hôpital Lariboisière de Paris, compte une équipe permanente de 6 personnes (salariée et bénévole). Les dirigeants de l'association sont majoritairement des professionnels de la santé.

Les actions développées dans 5 pays : Arménie, Cambodge, Haïti, Madagascar, Mozambique sont menées en partenariat avec des structures locales (hôpitaux, associations, universités...). Un réseau de professionnels de la santé spécialisé (médecins, infirmiers, psychologues, pédopsychiatres...) assure bénévolement les missions

d'expertise dans le cadre de la formation et de l'appui technique aux différents programmes.

Les ressources de l'association sont principalement issues de financements des institutions publiques (Commission Européenne, coopérations internationales, régions, départements, AFD), des produits de la générosité du public et du mécénat d'entreprises.

L'équipe programme DSF est composée de 5 Directeurs Nationaux (DN), d'une Comptable, d'une Responsable Administrative et Financière, d'une Coordinatrice Générale (CG) ainsi que de bénévoles dont des Directeurs Programmes, professionnels de la santé rattachés aux missions (DP).

Descriptif du Stage

Sous la responsabilité de la CG, le/la Chargé(e) de Communication et Événementiel assiste cette dernière dans la réalisation d'actions de communication, l'organisation et la mise en

place d'événements spécifiques pour l'association.

Il/Elle apporte un soutien à la gestion des missions dans son ensemble. **Objectif du stage**

Contribuer au développement d'événements ponctuels et particuliers permettant d'améliorer la visibilité de l'Association et sa promotion en interne et en externe.

Principales tâches

Appui à l'organisation d'événements :

Communication sur le concert annuel de l'Association ;

Organisation d'événements avec le terrain autour de la journée Internationale de lutte contre la douleur ;

Appui à la gestion des aspects logistiques (organisation de rencontres...etc.) ;

Mise en place d'événements pour la visibilité de l'association

Création de différents supports papiers et numériques pour la promotion des différents événements.

Développement et mise en œuvre de la communication



Jobs Campus

La suite de la page 7.

Avis de recrutement

<p>via le web :</p> <p>Entretien du site internet, rédaction de contenus, animation du site (témoignages, articles, news...etc.) ;</p> <p>Mise en place de l'Encyclopédie en ligne</p> <p>Appui à l'animation du compte Facebook de l'association</p> <p>Gestion d'un projet vidéo de présentation de DSF</p> <p>Traduction ponctuelle anglais/français</p> <p>Développement et suivi de la communication interne et externe</p> <p>Participation à la mise en place de l'intranet</p> <p>Élaboration et appui à la diffusion de supports de communication internes et externes (Newsletter, dossiers thématiques, plaquettes, flyers, rapport d'activités, etc.)</p> <p>Collecte d'informations auprès du terrain (témoignages, photos, etc.)</p> <p>Veille d'actualité sur des sites en lien avec l'activité de l'association</p> <p>Ville Paris, Hôpital Lariboisière (10ème)</p> <p>Expériences / Formation du</p>	<p>candidat</p> <p>Ecole de communication/ Marketing, Ecole de commerce, Université, BTS, IUT...</p> <p>Connaissance et intérêt des outils web et des réseaux sociaux</p> <p>Une première expérience dans le monde associatif ou dans la communication serait un plus</p> <p>Maîtrise des outils informatiques (Pack Office / Internet / Scribus ou Indesign / logiciel graphique (photoshop, Gimp et/ou Inkscape) / WordPress / Outlook.</p> <p>Langues parlées</p> <p>Français courant</p> <p>Bon niveau d'Anglais</p> <p>Portugais serait un plus.</p> <p>Qualité du candidat</p> <p>Aisance rédactionnelle</p> <p>Intérêt pour le milieu associatif et le développement ; la connaissance des actions de santé serait un plus</p> <p>Esprit d'analyse, force de proposition, capacité d'adaptation, rigueur, réactivité, organisation,</p>	<p>efficacité, bon relationnel</p> <p>Fonctions</p> <p>Communication</p> <p>Activités Informatique, Communication, Santé</p> <p>Pays Europe, France</p> <p>Contrat Stage</p> <p>Durée du contrat</p> <p>6 mois à compter du 1er novembre 2016</p> <p>Temps plein (35h hebdomadaires)</p> <p>Salaire / Indemnité</p> <p>Stagiaire avec convention de stage obligatoire.</p> <p>Indemnisation mensuelle + 50% de la carte de transport + Tickets resto.</p> <p>Documents à envoyer</p> <p>CV et lettre de motivation par Email à : recrutement@douleurs.org</p> <p>Email de la personne contact recrutement@douleurs.org</p> <p>Date de fin de validité</p> <p>16/10/2016</p>
--	--	---



CampusJOB Avis de recrutement

POSTE : Plaidoyer et renforcement des capacités VIH Consultant

Lieu : Homebased avec plusieurs Voyages

Date limite de candidature : 10-Sep-16 (Minuit New York, États-Unis)

Temps Restant : 2j 16h 14m

Type de contrat : **contrat individuel**

Niveau du poste : International Consultant

Langues requises : **A r a b e Anglais**

Date de commencement :

(date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) 01-Oct-2016

Durée du contrat initial 40 jours ouvrables

RECOMMANDEZ À UN AMI POSEZ VOTRE CANDIDATURE

Description

Malgré la baisse globale dans les nouvelles infections à VIH, les régions arabes a actuellement l'une des épidémies les plus dynamiques. Selon l'ONUSIDA 2013 Rapport régional pour le Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), d'ici 2012, 270.000 personnes vivaient avec le VIH, soit augmentation de 134% par rapport à 2001. A quelques exceptions près (Djibouti et Somalie), la majorité des épidémies de VIH dans cette région est concentrée parmi la population touche plus à risque (les personnes qui consomment des drogues injectables, les hommes qui ont des rapports sexuels avec

des hommes et les travailleurs du sexe).

L'accès des personnes vivant avec le VIH aux soins, le soutien et le traitement est inégal entre les pays. À la fin de 2012, 25.100 personnes bénéficiaient d'un traitement antirétroviral (ART), une augmentation de 4,800 à partir de 2011. Toutefois, la couverture au niveau régional des personnes vivant avec le VIH était inférieure à 20 pour cent. Bien que l'accès au traitement est gratuit dans de nombreux pays, d'autres services tels que le conseil professionnel et confidentiel, le traitement des infections opportunistes et d'autres services de soins de santé demeurent insuffisants.

Le niveau de la pauvreté vécue par les personnes vivant avec le VIH et les familles touchées demeurent une préoccupation affectant leur capacité à accéder ou à maintenir leur accès à la santé et des services sociaux et d'exacerber l'impact de l'épidémie. Alors que les familles plus aisées peuvent compenser leurs pertes de revenus résultant du sida avec d'autres actifs, les pauvres sont plus susceptibles de recourir à des stratégies d'adaptation négatifs (réduction d'éducation, les dépenses alimentaires et de santé ou qui envoient leurs enfants à travailler) qui peuvent entraîner une perte importante du capital humain.

La propagation du VIH dans les pays arabes a été alimentée par la pauvreté, le chômage, la guerre et les conflits, les mouvements de population, les inégalités entre les sexes, ainsi que la violence sexuelle et sexiste. L'épidémie est encore alimentée par une forte prévalence de la stigmatisation

et la discrimination liées au VIH, qui entraîne les personnes vivant avec le VIH et les personnes les plus à risque loin de l'essai, la divulgation et l'accès au traitement et autres services connexes.

En plus de cela, de nombreuses personnes vivant avec le VIH n'ont pas accès à un soutien psycho-social et juridique, en particulier ceux qui peuvent aider à vivre positive et à profiter de leur constitutionnelle, civile et les droits de l'homme, en raison du manque d'environnement propice protection sur un Par contre, le manque et aussi de leur propre conscience de leurs droits. Les personnes vivant avec le VIH a également très accès à l'information sur leur santé sexuelle et reproductive, ce qui pourrait les exposer à des comportements à risque supplémentaires qui peuvent se détériorer davantage leur état de santé est limité.

Le PNUD a signé un accord de projet avec la Fondation Ford pour améliorer la situation socio-économique des personnes vivant avec le VIH en Egypte, en Algérie et en Tunisie, le projet qui est appelé «initiative» Karama vise à accroître la sensibilisation sur les besoins de protection sociale VIH-sensibles et l'effet de levier forfaits de protection sociale supplémentaires par le plaidoyer et le soutien politique. On prévoit que le projet pour atteindre les principaux résultats suivants:

Résultat 1: Sensibilisation accrue sur les besoins et les possibilités de protection sociale VIH-sensibles pour les partenariats entre les réseaux thématiques VIH OSC et PVVIH et les fournisseurs de



Jobs Campus

La suite de la page 12.

services pour améliorer l'accès.

Résultat 2: La capacité des OSC (en particulier ceux qui ont été apporté un soutien aux moyens de subsistance) afin de promouvoir la sensibilisation des PVVIH, l'accès et l'utilisation des autres services de protection sociale et de soutien est facilitée et améliorée)

Un profilage et de cartographie socio-économique des régimes de protection sociale existants a été achevée dans chacun de l'Algérie, Djibouti, l'Égypte, la Tunisie et le Soudan (Ford contribution de la Fondation couvre l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie, tandis que le PNUD a soutenu Djibouti et le Soudan de ses ressources de base pour enrichir les conclusions de l'étude).

Les conclusions élaborées similitudes en termes de la vulnérabilité et de l'exclusion des PVVIH, à divers étendre parmi les cinq pays. organisations de la société civile sont au cœur du projet de poursuivre les efforts de sensibilisation à l'égard d'une politique de protection sociale inclusive dans les pays du projet.

plaidoyer national et de sensibilisation des séminaires sont prévus dans chacun de l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie en plus d'un atelier de renforcement des capacités régionales pour les organisations de la société civile et du personnel gouvernemental travaillant sur les systèmes de protection sociale.

Devoirs et responsabilités

Le plaidoyer et le renforcement des capacités consultant VIH est nécessaire pour soutenir la mise en œuvre des activités mentionnées ci-dessus, y compris la facilitation du différent plaidoyer et de sensibilisation des séminaires et

la conférence de renforcement des capacités. Plus précisément, le consultant effectuera les principales activités suivantes :

1-Facilitation des plaidoyers et de sensibilisation des séminaires nationaux; y compris la préparation du matériel de l'événement, l'ordre du jour et le projet de liste des participants; clé rôle de facilitation des principales sessions pendant les événements et; rédaction du rapport final pour chaque événement, y compris le projet de voie à suivre.

2- Préparation et animation d'un atelier régional de renforcement des capacités des organisations de la société civile et des représentants gouvernementaux travaillant sur la protection sociale, y compris; conception des sessions de l'atelier pour correspondre aux projets principaux résultats; développement de l'ordre du jour de l'atelier annoté; matériel de formation de l'atelier; la facilitation de l'atelier suivant une approche participative, les apprenants «approche centrée; et l'artisanat du rapport final de l'atelier prévu des sorties et des Livrables

Plan de voyage

Accueil basé avec un voyage à chacun; Algérie (3 jours), la Tunisie (3 jours), l'Égypte (3 jours) et la Jordanie (6 jours)

Compétences

d'entreprise :

- Démontre l'intégrité et l'équité, en modélisant les valeurs de l'ONU et des normes éthiques;
- Favorise la vision, la mission et les objectifs stratégiques de l'ONU;
- Affiche culturelle, le sexe,

la religion, la race, la nationalité et la sensibilité à l'âge et la capacité d'adaptation.

Fonctionnel:

- Capacité à produire des résultats de haute qualité et en temps opportun tout en comprenant et en anticipant l'évolution des besoins client;
- Possibilité de se concentrer sur l'impact et les résultats pour le client, la promotion et la démonstration d'une éthique de service à la clientèle;
- Solides compétences organisationnelles;
- Capacité à travailler de façon autonome, produire des intrants de haute qualité;
- Bon jugement, la réflexion stratégique et la capacité de gérer des priorités concurrentes.
- Excellente négociation et de réseautage compétences;
- souplesse nécessaire pour exceller dans un environnement multi-culturel manifeste;
- Fournit le coaching constructif et la rétroaction.

Communication et sensibilisation:

- Aptitude à rédiger de façon claire et convaincante, en adaptant le style et le contenu à différents publics et de parler clairement et de manière convaincante;
- présentation et de facilitation Solides compétences en réunions avec la capacité d'adaptation à différents publics;
- Solides compétences analytiques recherche et de rédaction avec capacité démontrée à penser de façon stratégique;
- Forte capacité de



La suite de la page 13.

communiquer clairement et rapidement;

Qualifications et expériences requises

ÉDUCATION:

- Maîtrise Confirmé (Master) en santé publique, en droit ou sciences sociales

E X P É R I E N C E PROFESSIONNELLE:

- Minimum de 10 ans d'expérience professionnelle progressive sur le VIH, la protection sociale et la société civile organisations engagement au niveau national et international;

- Vaste expérience dans le renforcement des capacités des organisations régionales et nationales de la société civile en tant que défenseurs de la protection des droits de l'homme des PVVIH;

- Minimum de l'expérience de 5 ans dans la facilitation des événements régionaux de renforcement des capacités dans la région arabe est forte atout;

- expertise démontrée dans la conduite de la défense qui est en mesure d'influer sur la politique et le changement programmatique relative aux droits de l'homme;

- expérience de fond travaillant avec les donateurs, les organisations, et les ONG un atout multilatéral des Nations Unies

C O M P É T E N C E S LINGUISTIQUES

- Le candidat doit parler couramment l'anglais et l'arabe, la connaissance du français serait un atout.

- Une expérience antérieure avec le système des Nations Unies est préférable, y compris la

connaissance de la terminologie des Nations Unies, la langue et le style.

Documents à joindre lors de la présentation des propositions.

consultants individuels intéressés doivent soumettre les documents / informations suivantes pour démontrer leurs qualifications. Les candidats qui ne parviennent pas à présenter les informations requises ne seront pas considérées.

- Dûment accomplie lettre de confirmation d'intérêts et la disponibilité à l'aide du modèle fourni par le PNUD;

- CV personnel ou P11, ce qui indique toute l'expérience passée de projets similaires, ainsi que les coordonnées (e-mail et numéro de téléphone) du candidat et au moins trois (3) références professionnelles;

- Proposition financière qui indique le prix forfaitaire fixe total contrat, soutenu par une ventilation des coûts, selon le tableau figurant dans la section D. modèle fourni.

Toutes les informations nécessaires , y compris: Avis complet sur les marchés, les critères de sélection, ainsi que les annexes sont disponibles sur le lien suivant dans les marchés <http://procurement-notices.undp.org/>

Candidat intéressé doit appliquer le CV / P11 à l'annonce d'emploi site web, donc consultant doit soumettre à l' email: Proc.contract.rscjo@undp.org : au plus tard le 10 Septembre 2016 les documents suivants :

- CV/P11
- Confirmez la disponibilité et la proposition financière
- Brève description des

raisons pour lesquelles vous vous considérez comme le plus approprié pour l'affectation.

PROPOSITION FINANCIÈRE

Les candidats intéressés doivent fournir forfaitaires de frais forfaitaires pour les services demandés avec ventilation détaillée (frais de conseil, le coût de Voyage au lieu d'affectation, les allocations de subsistance, billets, etc.)

EVALUATION

Les consultants individuels seront évalués sur la base des méthodes suivantes:

Etape I: Dépistage et étude documentaire:

Les consultants individuels seront évalués en fonction de la méthodologie suivante

Les demandes seront d'abord examinées et seuls les candidats répondant aux critères minimaux suivants vont progresser à la piscine pour la présélection:

- Maîtriser-en en santé publique, en droit ou sciences sociales du Maître.

- La présentation obligatoire de CV ou de la forme du PNUD Histoire personnelle (P11).

- Brève description des raisons pour lesquelles vous vous considérez comme le plus approprié pour l'affectation.

- Les compétences et les qualifications basées sur le formulaire PNUD P11 présenté par chaque candidat

Les candidats présélectionnés seront ensuite évalués et notés par rapport aux critères d'évaluation suivants.



La suite de la page 15.

Évaluation des candidats (maximum 100 points):

- Education: Master en santé publique, en droit ou sciences sociales (25 points)
- Minimum de 10 ans d'expérience professionnelle progressive sur le VIH, la protection sociale et la société civile organisations engagement au niveau national et international; (30 points)
- Vaste expérience dans le renforcement des capacités des organisations régionales et nationales de la société civile en tant que défenseurs de la protection

des droits de l'homme des PVVIH; (15 points)

- L'expérience de minimum 5 ans dans la facilitation des événements régionaux de renforcement des capacités dans la région arabe est forte atout; (10 points)
- expertise démontrée dans la conduite de la défense qui est en mesure d'influer sur la politique et le changement programmatique relative aux droits de l'homme; (10 points)
- expérience de fond travaillant avec les donateurs, les organisations, et les ONG un atout

multilatérales des Nations Unies; (10 points)

Étape II: évaluation finale

L'évaluation finale va combiner les scores de l'examen de la réception et de la proposition financière avec les poids suivants attribués à chaque:

- Technique: 70%;
- Proposition financière: 30%

**Poste : Intervenant social
Accompagnement social (H/F)
Vendôme**

Description

**Intervenant social
Accompagnement social (H/F)
Vendôme**

Réf : IS41

Lieu de travail : CADA de Vendôme (41100)

France terre d'asile, association de type 1901 fondée en décembre 1970, a principalement pour but le maintien et le développement d'une des plus anciennes traditions françaises, celle de l'asile, et de garantir en France l'application de toutes les conventions internationales pertinentes.

Missions: Au sein du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile, vous êtes en charge :

De manière générale du suivi administratif et de l'accompagnement social global des demandeurs d'asile (visites à domicile, accompagnement

à la santé et scolarité, projet personnalisé...).

accompagnement des réfugiés dans leurs démarches de recherche de travail et de logement. Vous aurez en charge la conduite de leur parcours diagnostic et élaboration du parcours d'autonomisation (sociale, professionnelle et par l'habitat), aide aux démarches administratives. Permanences accueil et animation ateliers.

Compétences : Rigueur, autonomie, très bonnes qualités relationnelles et rédactionnelles. Capacité à anticiper et apprécier la charge de travail pour la planifier, coordonner et synthétiser les informations provenant de sources variées, s'adapter à des tâches diverses, déceler les urgences et les priorités. Intérêt pour la thématique des réfugiés.

Formation & Diplômes : Bac +3 travail social. Permis B exigé.

Expérience : Expérience dans le travail social et/ou insertion des publics en difficultés.

Nature du contrat : CDD de remplacement du 24 octobre 2016 au 11 février 2017.

Salaire : 1799,35 € brut mensuel pour 151,67h/ mois sur 12 mois selon convention France Terre d'Asile et expérience.

Avantages sociaux : tickets restaurant + 6ème semaine de congés annuels + 20 jours RTT + mutuelle de groupe après 6 mois d'ancienneté.

Merci d'envoyer CV et lettre de motivation à l'attention de Mme Songül TOPRAK directrice d'établissement par courriel à stoprak@france-terre-asile.org

Pour plus d'information, visitez le site de l'association : www.france-terre-asile.org

Fonctions : Autre

Activités : Social

Pays : Europe, France

Contrat : CDD

Date de fin de validité : 31/10/2016



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



 **Avis de recrutement**

Poste : ANIMATION DE LA VIE ASSOCIATIVE

Description

Créée en 2006, l'association française DSF (devenue GINKGO-volunteers in action) a pour objectif de favoriser les initiatives de solidarité internationale, elle est spécialisée dans le renforcement des capacités des organisations venant en aide aux populations défavorisées. DSF (devenue GINKGO-volunteers in action) développe ses projets dans plus de 15 pays auprès de 90 partenaires locaux (associations, établissements scolaires, entreprises sociales...). DSF (devenue GINKGO-volunteers in action) promeut ainsi les échanges de pratiques et permet un enrichissement mutuel.

L'objectif de cette mission est de dynamiser la vie associative de DSF (devenue GINKGO-volunteers in action) et de contribuer à fidéliser le réseau existant et à le développer.

Le/la volontaire travaillera avec les pôles Volontariat et Communication. Il/elle participera à l'élaboration de la stratégie d'animation de la vie associative en relation avec l'équipe interne.

Le/la volontaire contribuera, dans la mesure de ses disponibilités, à la politique d'animation de DSF (devenue GINKGO-volunteers in action).

Ses tâches quotidiennes seront réparties comme suit:

1/ Animation concernant les missions:

– Participer à l'animation du réseau de volontaires en préparation de mission et à leur retour: appui logistique et conseils administratifs basés sur les outils développés par l'association

– Soutenir l'organisation des journées de formation au départ: appui logistique et partage d'expérience

– Encourager l'engagement sur le long terme des volontaires, participer à l'animation des anciens volontaires devenus ambassadeurs de bonne volonté

– Participer à la réflexion et l'élaboration d'outils de capitalisation

2/ Animation hors mission

En collaboration avec le chargé de communication, le volontaire sera encouragé à :

– Proposer, organiser, communiquer et évaluer les événements conviviaux de promotion de DSF (devenue GINKGO-volunteers in action)

– Communiquer sur les missions des volontaires et bénévoles de DSF (devenue GINKGO-volunteers in action)

– Promouvoir le bénévolat international à travers notamment la participation à des événements (salons, forums, conférences,..)

– Etre force de proposition pour le

développement de partenariats avec les universités et écoles.

**Ville PARIS 19EME
ARRONDISSEMENT (75 - Paris
- Île-de-France)**

Fonctions : Communication,
Coordination, Gestion de projet

Activités : Animation, Formation,
Education, Informatique,
Communication

Pays : Europe, France

Contrat : Volontariat / service civique

Durée du contrat

À partir du 3 octobre 2016 (8 mois,
35 h/semaine)

Documents à envoyer

CV et Lettre de motivation

Nom de la personne contact

Alix Pierard

01 40 05 50 51

Email de la personne contact : alix.pierard@ginkgo-volunteers.org

Postuler en ligne : <http://www.service-civique.gouv.fr/missions/animation-de-la-vie-associative-1/candidature>

Date de fin de validité 03/10/2016

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Avis de recrutement

Poste : Spécialiste SRR régional comptant

Description

L'Unité technique de récupération et de développement économiques (ERD TU) est chargée de fournir, un soutien dynamique et novateur aux bureaux extérieurs du CEI, pour leur programmation économique et des moyens d'existence. Cette unité fournit une assistance technique, assure l'innovation, la promotion des meilleures pratiques, et contribue à améliorer la collecte des données et de l'analyse des moyens de subsistance économiques et de programmation au sein de l'organisation. La DRE TU a travaillé en étroite collaboration avec la région de réponse Syrie (RRF) au cours des quatre dernières années pour fournir des moyens de subsistance de haute qualité de programmation aux personnes touchées par la crise en Syrie et dans les pays d'accueil de réfugiés.

Approches de trésorerie et de programmation de bons ont été une zone de programmation de base pour la région de réponse Syrie (RRF) Les équipes de pays depuis le début de la crise, et le volume de la programmation fondée sur le marché a augmenté de façon spectaculaire dans la dernière année. Le spécialiste régional de trésorerie travaillera en étroite collaboration avec le développement de l'entreprise et conseiller technique de l'emploi pour la région SRR pour soutenir globalement chacune des équipes IRC pays (Jordanie, Syrie, Liban, Turquie et l'Irak) dans l'évaluation, la conception et la mise en œuvre de haute qualité monétaires et de bons

programmes, dans toute la région. Le poste sera basé soit Amman, en Jordanie ou à Beyrouth, au Liban avec la responsabilité de fournir un soutien à distance et régulière en personne à chaque équipe du bureau de pays. Le poste implique de travailler en étroite collaboration avec les équipes de programme ERD pour la mise en œuvre des programmes de trésorerie et de bons, et soutiendra d'autres équipes du secteur de l'IRC pour incorporer espèces et de bons approches dans leur programmation. La position jouera également un rôle essentiel dans l'amélioration des opérations des programmes monétaires et de bons en renforçant la pratique et de procédure entre les équipes du programme, les finances et la chaîne d'approvisionnement.

Principales responsabilités

* Aider ERD ou d'autres équipes sectorielles dans les bureaux de pays IRC SRR dans l'évaluation / faisabilité, la conception, la mise en œuvre et le suivi des espèces et de bons, y compris l'exécution du programme, en aidant les équipes de pays en difficultés de mise en œuvre trouble-shooting, et en utilisant des données de surveillance pour améliorer le programme conçoit

* Développer des outils, des ressources et des documents d'orientation du programme au besoin afin de soutenir les évaluations / faisabilité, la mise en œuvre du programme ou les efforts de surveillance, y compris la mise en œuvre intersectorielle de CTP, en étroite collaboration avec le personnel du programme régional de S & E et les coordonnateurs

TIC.

* soutenir le développement, l'adaptation et de la normalisation (le cas échéant) des procédures d'exploitation pour la trésorerie et la mise en œuvre de bon dans la région, et les liens de soutien avec les équipes de la finance et de la chaîne d'approvisionnement régionaux pour offrir une programmation de haute qualité.

* Élaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités en fonction de la région pour assurer que tous les personnel programme, des finances et de la chaîne d'approvisionnement impliqués en espèces et de bons programmes ont des connaissances et des compétences appropriées relatives à la programmation axée sur le marché, y compris les évaluations de cartographie de marché et de faisabilité.

* en partenariat avec le conseil de l'entreprise et l'emploi STA et d'aider les équipes de pays dans la faisabilité de la trésorerie vs. Entrées, la conception de nouveaux programmes, y compris l'identification des opportunités de développement des entreprises, soutenir la conceptualisation / conception des activités de programme, et de fournir une contribution substantielle dans de nouvelles notes et propositions de concepts de trésorerie liés.

* en partenariat avec le développement et l'emploi STA Enterprise, coordonner et encourager le partage et l'apprentissage dans toute la région, y compris le partage des connaissances, les compétences, les outils et les meilleures pratiques en

La suite à la page 19.

La suite de la page 18.

 **Avis de recrutement**

engageant le personnel du bureau de pays en communication active cross-country et intersectorielle.

* Soutenir la conception, le développement, le pilotage et le déploiement de la gestion de la mesure et des données systèmes, y compris la surveillance du marché en collaboration étroite avec le suivi et l'évaluation et le personnel des TIC aux niveaux régional et national, afin d'assurer des approches harmonisées de S & E et des systèmes de collecte et de gestion des données efficaces sont en place.

* assurer la liaison avec le siège de l'IRC sur les initiatives de trésorerie pertinentes liées à IRC2020 stratégie et objectifs - alimentation de retour d'expérience dans la réponse en Syrie et en fournissant des mises à jour aux équipes de terrain sur les événements de la stratégie de trésorerie

Exigences de l'emploi

* Formation : Diplôme de premier cycle en sciences sociales, relations internationales, des affaires humanitaires, la nutrition, la sécurité alimentaire, logistique, administration des affaires, gestion financière, ou domaine connexe et d'accréditation technique ou équivalent

Expérience * Travail : 3-5 ans d'expérience de travail dans l'humanitaire ou d'un secteur de développement à la gestion progressive et la responsabilité de prise de décision, y compris 2-3 ans d'expérience internationale de mise en œuvre en espèces et / ou des activités de coupons. Expérience de travail en cas d'urgence diversifiée, les contextes de récupération post-conflit ou de

développement préféré.

Aptitudes et compétences démontrées

* Expérience avérée forte mise en œuvre de liquidités et / ou bon et programmes NFI dans une variété de contextes de programmation, et une connaissance approfondie des différents types de CTP approches (subventions conditionnelles et inconditionnelles, pièces justificatives, Cash for work, etc.).

Évaluation démontrée, la collecte des données et des compétences d'analyse, y compris l'évaluation des besoins, des évaluations de marché et l'intégration de l'égalité entre les analyses pour les approches d'évaluation.

* aptitude avérée à travailler dans la fonction et secteur d'établir des relations de travail solides et d'assurer la prestation des programmes fondés sur le marché de haute qualité. Aptitude confirmée à communiquer l'expertise technique et les normes et mettre en œuvre les meilleures pratiques approches de mise en œuvre, des projets cohérents rapides haute qualité

* capacités et les capacités de communication et de coordination interne et externe supérieure de fonctionner indépendamment et en tant que membre de l'équipe.

* Propositions Expérience d'écriture pour les programmes financés par les donateurs et des subventions.

* renforcement des capacités éprouvées, facilitation et de coordination compétences requises

Compétences linguistiques : anglais et arabe requis

Certificats ou Licences : N / A

Environnement de travail : Le poste sera basé à Amman, en Jordanie ou à Beyrouth, Liban avec 50-70% Voyage aux pays de la région de SRR.

Revenant candidats nationaux : IRC cherche à attirer, motiver et retenir le personnel national qualifié dans nos programmes. Nous encourageons fortement les candidats nationaux ou retournent à postuler pour ce poste. Si vous êtes un ressortissant du pays dans lequel cette position est basée et actuellement situé en dehors de votre pays d'origine et de posséder plus de deux ans d'expérience professionnelle internationale, la région de réponse Syrie a mis en place un package de rémunération attractif. Le forfait comprend une rémunération concurrentielle, vol retour à la poste, l'allocation de transport, le logement temporaire et une indemnité de déménagement. Certaines restrictions peuvent appliquer.

Ville Amman

Fonctions Autre

Activités Autre

Pays Moyen Orient, Jordanie

Contrat Inconnu

Salaire / Indemnité

Négociable

Postuler en ligne <http://www.aplitrak.com/?adid=YXN0cmlkLm1hdGhldy4xNDM5NS42MTc3QGlyYy5hcGxpdiJHJhay5jb20>

Date de fin de validité
08/11/2016



Poste : ACTED

Chargé(e) de soutien et liaison – Calais

Description

Département: Finance/ Logistique/Audit

Position: Chargé(e) de soutien et liaison – France

Durée du contrat: Jusqu'au 12/10/2016

Lieu : Calais, France

Date de démarrage: ASAP

I. ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 450 projets par an auprès de 8 millions

de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 160 millions d'euros. Nos équipes sont composées de 400 staff internationaux et 4300 staff nationaux.

II. Profil pays

En réponse à la crise, ACTED recrute à Calais.

III. Profil de poste

Le chargé de soutien et liaison s'assure de la réalisation de toutes les activités supports (logistique, finance, administration, audit, reporting) en soutien des activités programmatiques d'ACTED à Calais. Il travaille sous la responsabilité directe du chef d'équipe ACTED.

En lien avec les différents départements du siège, il est responsable de l'application du cadre administratif français et des procédures définies par le siège et des règles spécifiques de la mission, dans le souci constant de la défense des intérêts de l'association et de la bonne utilisation des ressources.

Il sera notamment en charge des missions suivantes :

Finance

Gestion de la comptabilité : Saisie quotidienne des écritures dans les différents journaux Excel et dans SAGA, allocations des dépenses, rapprochements bancaires mensuels, inventaires de caisse mensuels, vérification et intégration des NLE dans SAGA, suivi de la facturation.

Gestion des paiements : préparation des paiements fournisseurs à faire valider au Chef d'équipe ou au Siège en fonction des seuils définis.

Amélioration et suivi / mise à jour des outils de contrôle et de suivi financier : BFU, MRC, CFU, tables d'allocation, ATROCE, PRATIC, RCG) à soumettre le 15 de chaque

mois au Siège

Participation à l'élaboration de budgets dans le cadre de propositions de projet – focus particulier sur les coûts de support à budgéter, assistance du chef d'équipe sur l'ensemble du budget

Préparation des rapports financiers intermédiaires, finaux ou de clôture et s'assurer de leur cohérence avec les rapports narratifs d'exécution des programmes

Administration

Réalisation des rapports RH mensuels (fiches de présence, congé, suivi TITANIC) en s'assurant du respect des délais dans la remontée de l'information auprès du département RH du siège

Gestion des services généraux (locaux, électricité, eau, services de communication, prestataire de nettoyage etc...)

Logistique

Gestion de la chaîne d'approvisionnement (étude de marché, achat, contrôle qualité, stock) et mise à jour d'une base de données fournisseurs

Gestion des transports (suivi des véhicules et de la carburation)

Gestion des équipements techniques (équipements de communication, informatiques, énergie...)

Réalisation des rapports logistiques mensuels (stock, équipements, transports...) en s'assurant du respect des délais dans la remontée de l'information auprès du département logistique du siège

Réalisation des rapports logistiques mensuels (stock, équipements, transports...) en s'assurant du respect des délais dans la remontée de l'information auprès du département logistique du siège

Procédures FLATS

Garant de la bonne application des
La suite à la page 21 .



Jobs Campus

La suite de la page 20

procédures FLATS ;

Gestion de l'archivage et revue projet par projet de la documentation FLATS sous la supervision du chef d'équipe ;

Lien avec l'équipe d'audit du siège pour le transfert des documents et la résolution des points de blocage.

Reporting et communication

Réalisation de comptes rendus lors de rendez-vous externe et interne ;

Réalisation de rapports réguliers sur les activités du programme de Calais ;

Participation à l'élaboration de propositions narratives de projet ;

Préparation des rapports narratifs intermédiaires et finaux ;

Appui à l'équipe programme pour la réalisation d'affiches et la mise à jour régulière de liste de contacts.

Autres

Réalisation de rapports d'incident en s'assurant du respect des délais dans la remontée de l'information auprès du département Sécurité du siège

Ville : Calais

Expériences / Formation du candidat

Diplôme ESC ou Université

Connaissance du secteur humanitaire / fonctionnement ONG est un plus

Excellentes compétences financières et analytiques

Excellentes compétences rédactionnelles et de communication pour toute la partie reporting, rédaction de rapports financiers

Capacité à travailler dans un milieu interculturel et à faire preuve de flexibilité

Réactif, motivé, bon communicant, bonne personnalité et capacités de travail, adaptation et capacité à travailler sous pression

Maîtrise totale du Pack Office

Langues parlées

Français, Anglais

Fonctions : Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités : Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil,

Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays : Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

Jusqu'au 12/10/2016

Salaire / Indemnité

Salaire défini par la grille des salaires ACTED en fonction du niveau d'étude, de l'expertise, du niveau de sécurité et de la performance

Living allowance mensuelle

Logement et nourriture pris en charge par ACTED : Logement en guest house

Billets d'avion pris en charge par ACTED

Sécurité sociale, Mutuelle et rapatriement pris en charge par ACTED

Documents à envoyer

Merci de nous faire parvenir votre candidature en français : CV, lettre de motivation et trois références à l'adresse suivante : jobs@acted.org

REF : CSL/CAL/SA

Email de la personne contact jobs@acted.org



Avis de recrutement

POSTE : VOLONTARIAT
: PARTICIPER A LA COORDINATION DES ACTIVITES SPORTIVES ET DES SORTIES CULTURELLES

Accueil » VOLONTARIAT
: PARTICIPER A LA COORDINATION DES ACTIVITES SPORTIVES ET DES SORTIES CULTURELLES

Description

Autremonde a pour mission principale la création de lien social avec des personnes en situation de grande précarité, d'isolement et de migration. Elle s'appuie pour cela sur l'engagement de plus de 300 bénévoles et de 7 salarié-e-s.

L'association organise ses activités autour de trois pôles :

– Lutte contre la précarité : accueil de jour et orientation sociale, maraude à pied, camion en gare, en direction de personnes en situation de rue ou en grande précarité.

– Insertion des migrants : ateliers de français, ateliers linguistiques

La suite à la page 22.



Jobs Campus

La suite de la page 21.

à visée professionnelle, sessions de valorisation des compétences, ateliers informatiques et accès aux droits en direction de personnes en situation de migration.

– Pôle culturel et sportif : ateliers hebdomadaires artistiques et sportifs, soirées thématiques, sorties culturelles, journées de rupture, en direction des personnes en grande précarité et en situation de migration, mais aussi des bénévoles et habitants du quartier.

La mission proposée

Le/la service civique rejoint le Pôle culturel, dont l'objectif est de favoriser l'inclusion sociale du public accueilli, par la participation à des dynamiques collectives, la découverte culturelle ou encore la création d'espaces d'expression et de valorisation de soi.

En lien étroit avec la responsable du pôle culturel et sous la responsabilité de la déléguée générale, le/la volontaire :

Activités sportives

– aide au développement des activités sportives d'Autremonde

– coordonne l'équipe de foot et les matchs inter-associatifs

– gère les aspects logistiques liés aux activités sportives (matériel, terrains)

– co-organise des événements autour du sport, notamment un tournoi de foot en mai ainsi que des Olympiades en juin

– participe à des réunions partenaires.

Sorties culturelles

– participe à la programmation trimestrielle des sorties culturelles

– coordonne la mise en œuvre de ce programme en lien avec les bénévoles

– co-organise et accompagne la sortie de fin d'année à la mer

– participe à des rendez-vous partenaires.

Mobilisation des publics

– communique directement auprès des publics de l'association sur les activités culturelles et sportives

– veille sur le taux de participation aux ateliers hebdomadaires, sorties culturelles et soirées thématiques et phonings réguliers auprès des participants

Coordination des équipes de bénévoles

– anime l'équipe bénévole de l'activité football

– actualise la base de données sur les sorties culturelles et les activités sportives

– actualise les outils en ligne utilisés par les bénévoles

Communication

– élabore des supports de communication

– participe à l'animation d'un blog

Vie d'équipe et associative

– est amené-e à collaborer avec les équipes bénévoles, les autres responsables de Pôle ou de projet.

Ville Paris

Qualité du candidat

Autonome, militant, dynamique, ayant le sens du travail en équipe.

Excellent relationnel

Adhésion aux projets et dynamiques sociales défendues par l'association et ses partenaires.

Une expérience associative et/ou auprès des publics en situation de précarité et/ou migrantes serait un

plus.

Maîtrise des outils Office

Maîtrise des outils web et de mise en page appréciée

Fonctions **C o o r d i n a t i o n**,
Gestion de projet

Activités **S o c i a l**

Pays **E u r o p e**, France

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

Le/la candidat-e doit être éligible au service civique, c'est-à-dire être motivé-e, avoir moins de 26 ans, être de nationalité française ou citoyenne d'un autre pays de l'espace économique européen.

Service civique de 6 mois à 35h / semaine.

Le/la volontaire est amené-e à participer à des missions et à des réunions en soirée et occasionnellement à des événements le week-end

Poste à pourvoir pour le 23 septembre 2016

Salaire / Indemnité

Indemnité légale du Service civique (573 € net – une majoration peut être obtenue sur critères sociaux)

Documents à envoyer

Candidature (LM+CV) à envoyer à Aurélie Quazza : aurelie.quazza@autremonde.org en indiquant impérativement la référence SCV-PC dans l'objet du mail.

Date de fin de validité 30/09/2016



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Site à Ouaga 2000 face à l'immeuble de l'ARCEP

BOURSES D'ETUDES AUX BACHELIERS SESSION 2016

Filières concernées:

- ✓ Statistique et Informatique Décisionnelle
- ✓ Génie Logistique et Transport
- ✓ Droit

(-50% sur les frais de scolarité pour les 30 premiers inscrits par filière*

Délai de réception des dossiers de préinscription: 30 septembre 2016

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie!

*Sous réserve de conditions

Renseignement: Tel: (+226) 72 91 14 54/ (+226) 65 52 36 36/ (+226) 25 50 54 00

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !
DUT, LICENCE, INGÉNIORAT, MASTER, DOCTORAT
 +226 65 52 36 36
 /Université OUAGA 3S/ Ouagadougou. Tél +226 72 91 14 54/ 25 60 53 00/ 25 60 54 00 - www.univ-ouaga3s.org - uo3s@univ-ouaga3s.org
 Autorisation d'ouverture par Arrêté n° 2011-328/MESS/SG/DGERS/DEPr du 27 septembre 2011

**Vous êtes ambitieux ? Vous devez être un leader !
Exigez la qualité !**

L'UO3S vous offre cette opportunité grâce à sa maîtrise du système LMD.

DUT

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale
- * Génie Logistique et Transport
- * Secrétariat de Direction Bilingue (anglais et chinois)
- * Statistique et Informatique Décisionnelle



INGENIORAT

- * Informatique
- * Calcul



MASTER

- * Statistique et Analyse Economique
- * Ingénierie Financière
- * Droit des collectivités locales
- * Sciences Economiques et de Gestion

LICENCE

- * Sciences et Technologies, Parcours Mathématiques et application aux sciences
- * Sciences Economiques et de Gestion, Parcours Monnaie - Banque - Finance
- * Sciences Juridiques, Politiques et de l'Administration, Parcours Droit.
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

LICENCE PROFESSIONNELLE

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale et Marketing
- * Secrétariat de Direction Bilingue
- * Direction et Gestion des PME
- * Systèmes, Réseaux, Internet et Logiciels Libres
- * Communication et Gouvernance des Collectivités Territoriales
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

DOCTORAT

- * Mathématiques
- * Sciences Economiques et de Gestion



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)

Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso (UUB)

Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK)



OFFRES DE FORMATIONS



1. Filières techniques professionnelles :

- ▶ Génie Civil, Option Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- ▶ Génie Electrique et Informatique Industrielle, Options Réseaux Electriques et Energies Renouvelables (REER), Réseaux Informatiques et Télécommunications (RIT) ;
- ▶ Génie Hydraulique Rural, Option Systèmes Irrigués (SI)

Niveau d'entrée :

- Bac C-D-E-F2-F3-F4 et Bac Pro (1ère année)
- DUT – BTS ou équivalent (année de Licence) ;

2. Filières commerciales :

- Finance/Comptabilité ;
- Marketing et Gestion Commerciale

Niveau d'entrée : Bac A - C-D-E-G1-G2 + Bac Pro

Diplômes délivrés : DUT et Licence Professionnelle

Ces filières sont également ouvertes aux professionnels. En cas de besoin, prendre attache avec la direction des études :

71 69 30 15 / 78 85 44 03/71282980/78968170

Inscriptions pour toutes les classes de la 1ère à la 3ème année de licence : à partir du 1er juillet 2016 de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2016

Si option Internat : 72 chambres individuelles et de 48 chambres doubles.

Programme de la rentrée :

- Jeudi 29 septembre 2016 : rentrée des internes
- Vendredi 30 septembre – samedi 1er octobre 2016 : session de rentrée pour tous
- Lundi 03 Octobre 2016 : Début des cours

Contacts pour tout renseignement :

24 45 22 22/24 45 23 23/70 42 81 29/78 44 27 29/61 84 69
09/78 85 44 03

e-mails : gregbalma81@gmail.com ; majojya@gmail.com ; loyaraviniyves@gmail.com

Site web ESPK: www.espkaya.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

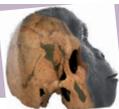
Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

03 09 2016 AU 10 09 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	NAYYIRA	22625481841
AMARO	22625343328	NEIMA	22625355682
AR RAHMA	22625350986	NEMADIS	22625373041
AUGUSTINE	22625376100	PROGRES	22625430162
BARK WENDE	22625408590	PROVIDENCE	22625318648
CITE AN	22625331966	ROOD WOOKO	22625308890
BOULMIOUGOU	22625431268	SCHIFFEY	22625402742
DAPOYA	22625313201	SIGRI	22625412148
DELWINDE	22625367280	SUD	22625384282
FLAYIRI	22625407344	TALBA	22625362225
FASO	22625381929	TANKO	22625351557
HAMDALAYE	22625343694	UNIVERS	22625419965
HEERA	22625316610	WATI	22625260053
JABNEEL	22625447870	YOBI	22625311630
JOURDAIN	22625360686		
KARPALA	22651292503		
KOULOUBA	22625311918		
MARTIN	22625508459		
METEBA	22625335333		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poüda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1ère année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie : Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

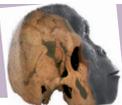
2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



COLLEGE HORIZON INTERNATIONAL

COLLEGE HORIZON INTERNATIONAL



PRESENTATION GENERALE

Le Collège Horizon International est un complexe scolaire d'enseignement général. Au primaire et au secondaire, un accent particulier est mis sur l'enseignement de l'anglais.

Des **salles de classes climatisées**

Un **déjeuner offert à midi** (maternelle et secondaire)

Des **cours supplémentaires pour les candidats** aux (CEP - BEPC - BAC) Après l'obtention du BAC le service d'orientation facilite l'accès aux universités internationales : **Canada, USA, Turquie, Angleterre, France etc.**



INTERNAT GARÇONS ET INTERNAT FILLES

Des chambres climatisées, des lits confortables
Un suivi régulier du travail individuel

ECOLE PRIMAIRE : de 7h30 à 13h30
Deux enseignants dans chaque classe
Un goûter consistant à 10h30

COMPLEXE SCOLAIRE HORIZON INTERNATIONAL

RESULTATS BAC D 2016 : 100%

8 MENTIONS TRES BIEN

SECTION FILLES BAC D : 100%

SECTION GARÇONS BAC D : 100%

INTERNAT BAC 100%

INTERNAT BEPC 100%

BEPC 2016 : 92% RIGUEUR-TRAVAIL-EXCELLENCE



ECOLE MATERNELLE : de 7h00 à 17h00

Une hors section, à partir de 2 ans.

Des salles climatisées (classe, jeux, repos)

Trois (03) repas quotidiens
(goûter consistant à 10h ; déjeuner à 12h ; goûter léger à 16h).

Classe spéciale : CP UNIQUE

Deux monitrices dans chaque classe



Adresse : 01 BP 1193 OUAGADOUGOU 01 –
OUAGA 2000 (Derrière L'ambassade des Etats-Unis)

Contacts : 78 04 12 99 / 79 60 49 94 / 70 38 80 41 /
25 45 72 72 / 25 35 68 68 / 78 04 12 99

Facebook: [CollegeHorizon FillesOuaga](#)
[CollegeHorizon MaternelleOuaga](#)



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRS/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises (M2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises a pour objectif de :

- Favoriser l'acquisition et l'approfondissement des bases fondamentales du droit des affaires et l'acquisition des méthodes de travail et d'un savoir faire technique qui soit de nature à permettre au futur juriste professionnel (avocat ou juriste d'entreprise) d'assurer lui-même l'actualisation et l'évolution de ses connaissances tout au long de sa vie professionnelle.
- Adapter les méthodes pédagogiques à chaque spécialité, centrées sur les méthodes de rédaction et d'argumentation (rédaction de clauses contractuelles, notes de synthèse, consultations juridiques, plaidoiries), la maîtrise des différents types de contentieux, la recherche documentaire.

- Préparer aux métiers de juriste d'entreprise ou de conseil en droit des affaires, avec une ambition : «améliorer la performance juridique de l'entreprise».

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de rang magistral ou des spécialistes réputés, avec leurs assistants, et provenant aussi bien des universités que des milieux professionnels.

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprise est un diplôme juridique. L'étudiant doit être titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Ouaga II, de toute autre université, ou d'un titre jugé équivalent.

Une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une entreprise publique ou privée serait un atout.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

- Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
 - 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
 - 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature

adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif du rapport envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des rapports : 30 octobre 2017
- Soutenance des rapports : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**

**Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement »

Master international de l'Université Senghor (Egypte) et de l'Université OUAGA II (Burkina Faso)

Le Président de l'Université OUAGA II et le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie informent le public du recrutement de la troisième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains.

Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formations initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

• **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

• **Début de cours : 11 janvier 2017**

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UEMOA, le 15 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

IUFIC : (00226) 25 40 94 04

Renseignement : iufic@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : itall@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Rectorat

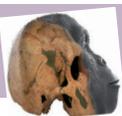
Tel (203) 48 43 504 ou 48 43 374

Fax : (203) 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org

Direction de la Décentralisation, des Campus Senghor et des Partenariats

jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de 2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016 juillet 2016

N° 2016-000678-MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle en Afrique

Objet : informations relatives aux bourses
nationales de 3e cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e Cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond à des critères définis à l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/MESSRS/MEF/MF-PRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement.

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un master il de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant du système LMD ;
- Avoir 28 ans au plus

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée à 200F CFA timbre fiscal adressée à Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation.
- Un extrait d'acte de naissance ;
- Un certificat de nationalité burkinabè ;

- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (05) cinq pages maximum ;
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou de 2nd cycle en dehors du Burkina Faso ;
- Une lettre de motivation ;

Les candidats titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

Il est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la complétion que les candidats remplissant les conditions et disposant de la maîtrise ou du master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES).

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA**